

N° 3 : juillet 2011

Améliorer la nutrition dans les pays ACP – le rôle de l'agriculture

Près d'un milliard de personnes dans le monde souffrent de la faim. Deux milliards souffrent de «faim cachée» ou de carences en vitamines et minéraux essentiels. Un autre milliard consomme de mauvais aliments, facteurs de maladies ou d'obésité. En Afrique subsaharienne, plus d'un quart de la population est sous-alimentée. Dans de nombreux pays ACP, la malnutrition est à la fois cause et conséquence de la pauvreté.

Lors du Briefing de Bruxelles sur le développement intitulé « Sécurité nutritionnelle dans les pays ACP »¹, des experts ont examiné les mesures qui permettraient à l'agriculture de produire des denrées en quantité et qualité suffisantes pour le maintien d'une population en bonne santé. Leurs recommandations ? Encourager des investissements ciblés, y compris dans la recherche ; tirer les enseignements des expériences menées dans les pays qui sont parvenus à réduire la faim et améliorer la nutrition ; encourager la collaboration entre les administrations définissant les politiques agricoles, de santé et de nutrition...



Séance socio-sanitaire au Rwanda : les femmes apprennent à surveiller la nutrition de leurs enfants grâce à la pesée

©IFAD/Robert Crossman

OPTIONS POLITIQUES

➔ Tirer les enseignements des expériences menées dans les pays qui sont parvenus à réduire la malnutrition

➔ Renforcer la collaboration entre les secteurs de l'agriculture, de la santé et de la nutrition

➔ Investir dans des mesures qui permettent d'améliorer la qualité nutritionnelle des aliments, y compris la biofortification

➔ Stimuler la production agricole à petite échelle grâce à des actions ciblées, comme les programmes alimentaires en milieu scolaire, qui augmentent aussitôt la demande locale

NOURRIR LA PLANÈTE : UN COMBAT INACHEVÉ

En 1970, 24 % de la population mondiale souffrait de faim chronique en raison d'insuffisances en apports caloriques. Ce chiffre est aujourd'hui passé à 13 %. Cela étant, 925 millions de personnes souffraient toujours de la faim en 2010. Beaucoup d'autres s'alimentent presque exclusivement de glucides et de féculents et manquent de nutriments essentiels.

La malnutrition toucherait 186 millions d'enfants de moins de cinq ans dans le monde.

Ces enfants ont une taille insuffisante pour leur âge et présentent un retard de croissance qui entrave leur développement mental et leurs capacités intellectuelles. Les carences en vitamine A causent chaque année la mort d'un million d'enfants dans les pays en développement. L'anémie provoque le décès de 50 000 femmes enceintes ou en couche chaque année dans le monde.

Si la faim demeure un problème majeur en Afrique subsaharienne, les habitants des régions des Caraïbes et du Pacifique souffrent d'un apport excessif de calories. Les maladies chroniques non transmissibles, souvent dues



¹ Organisé par le CTA, la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat du Groupe des Etats ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) et Concord, la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement. Bruxelles, juin 2011. <http://brusselsbriefings.net>



Un agent sanitaire au Mali décrit les éléments d'une bonne nutrition infantile

à une mauvaise alimentation, représentent aujourd'hui 57 % des décès dans les Caraïbes. La situation n'est pas meilleure dans la région Pacifique, où la moitié de la population adulte est en surpoids. Cette malnutrition entraîne une diminution de la force musculaire et des réserves d'énergie, et réduit la capacité de travail. Elle est, de ce fait, une cause importante de la pauvreté et constitue un frein au développement socio-économique.

L'agriculture peut fortement concourir à éradiquer la faim et la malnutrition. Pour nourrir une population mondiale qui devrait passer de 7 à 9 milliards d'individus d'ici 2050, il sera nécessaire d'augmenter la production des denrées alimentaires. La sécurité alimentaire, toutefois, ne consiste pas seulement à fournir davantage de calories, mais aussi à produire des aliments possédant de réelles qualités nutritionnelles, comme à s'assurer qu'ils sont accessibles à tous à prix abordables. Il convient, à cet effet, de modifier radicalement les politiques et pratiques agricoles.

DES POLITIQUES POUR UN MONDE MIEUX NOURRI

Investir pour améliorer la nutrition

Pour produire des aliments de haute valeur nutritive, un certain nombre d'interventions

s'imposent. Il convient d'encourager les petits exploitants agricoles à produire une grande variété d'aliments : céréales, légumineuses, tubercules, fruits et légumes, poisson et viande. Ce faisant, ils subviendront eux-mêmes à leurs besoins et approvisionneront les marchés locaux en produits contenant tous les éléments nutritifs essentiels : minéraux, vitamines, protéines et calories.

L'augmentation de la productivité des petits exploitants est d'ailleurs l'une des mesures prônées par l'Initiative panafricaine sur la nutrition et par la Stratégie régionale africaine pour la nutrition, mises en place par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et l'Union africaine.

La mise au point de variétés culturales riches en micronutriments et en vitamines constitue une solution technologique importante. Ce procédé, dénommé « biofortification », exige un investissement de départ considérable mais peut s'avérer plus rentable que de fournir des compléments nutritifs aux groupes vulnérables. En Ouganda et au Mozambique, la culture de la patate douce à chair orange, riche en vitamine A, connaît d'ores et déjà un énorme succès.

Enseignements tirés de l'expérience

Au Brésil, la campagne « Faim zéro » (*Fome Zero*) a permis de réduire considérablement la malnutrition infantile. Entre 2003 et 2008, le nombre d'enfants de moins de cinq ans affectés a chuté de 12,5 % à 4,8 %. Ce succès repose sur un engagement politique fort : faire de l'éradication de la faim l'élément central de la politique nationale ; promouvoir une protection sociale des familles via les femmes ; et stimuler la production des petites exploitations agricoles par la mise en place de programmes alimentaires, en milieu scolaire par exemple.

Dans des pays tels que le Rwanda et le Malawi, une volonté politique forte a largement contribué à réduire la faim et à améliorer

“
Traditionnellement,
un mur invisible
sépare les secteurs
de l'agriculture,
de la santé et de la
nutrition.”

Per Pinstrop-Andersen,
Université Cornell, USA

66

La plupart des dirigeants politiques ne reconnaissent pas la malnutrition lorsqu'ils la voient."

Robert Mwadime, FANTA-2, Ouganda

la situation nutritionnelle. Au Rwanda, par exemple, le taux de malnutrition a baissé de 24,5 % à 15,8 % entre 2000 et 2005. Dans sa lutte contre la malnutrition, le gouvernement rwandais a impliqué tous les secteurs concernés et favorisé la mise en œuvre d'une vaste gamme de projets visant à augmenter la production agricole, améliorer la fertilité des sols et réduire les pertes post-récolte. Au titre d'exemples, la distribution de vaches laitières aux ménages vulnérables, des programmes permettant aux familles défavorisées de créer leur jardin potager ou de faire de la pisciculture à petite échelle.

Travailler en partenariat

Traditionnellement, les secteurs de l'agriculture, de la santé et de la nutrition fonction-

nent séparément. Pourtant, les programmes agricoles auraient de bien meilleures chances d'atteindre leurs objectifs sanitaires et nutritionnels si les trois secteurs travaillaient ensemble à leur conception, mise en œuvre et évaluation.

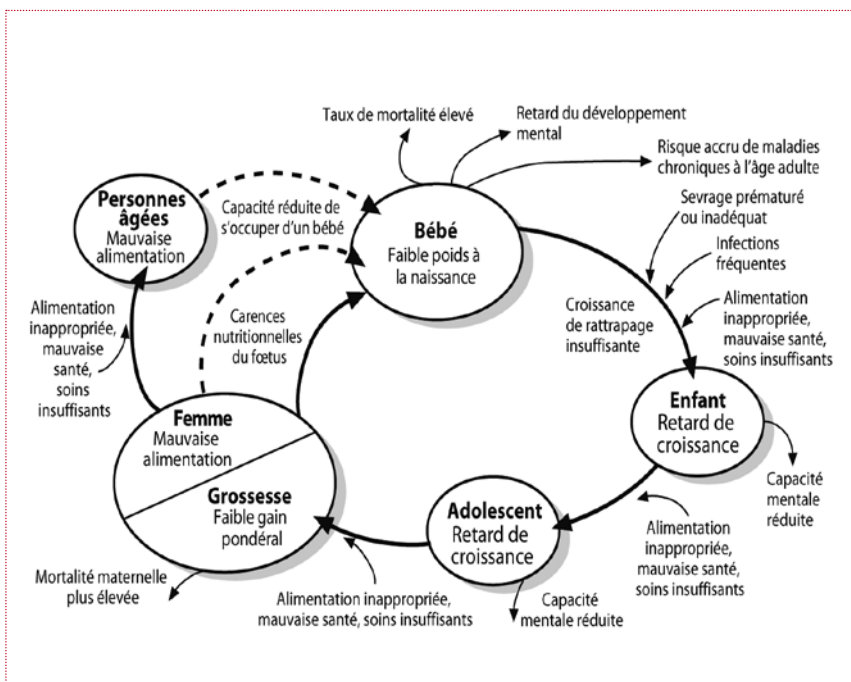
Il convient aussi d'encourager les professionnels des secteurs de l'agriculture, de la nutrition et de la santé à collaborer avec la société civile, les agriculteurs, les associations de consommateurs et l'ensemble du secteur privé pour formuler des politiques appropriées. Les pays africains, tels que le Malawi et le Rwanda, où la malnutrition est reconnue comme un frein au développement, plutôt qu'un simple problème de santé publique, ont été les premiers à adopter une approche multisectorielle.

Les femmes contribuent fortement à la production alimentaire et à la nutrition familiale. Les politiques qui consistent à renforcer le contrôle des femmes sur la terre et les actifs financiers, mais aussi à améliorer leur accès aux services de vulgarisation et d'information, concourent à l'accroissement de la productivité agricole, à l'amélioration de la santé infantile et la situation nutritionnelle de toute la famille.

Améliorer nos connaissances

Nous avons encore beaucoup à apprendre sur la façon dont les différents systèmes agricoles affectent la nutrition et la santé, et en conséquence sur la manière d'orienter nos investissements.

Quelles mesures incitatives faut-il prendre pour s'assurer que l'augmentation des revenus agricoles se traduit par l'amélioration de la santé ? Quel type de croissance agricole améliore la diversité des régimes alimentaires ? Les réponses à ces questions, et à bien d'autres, pourront guider les politiques agricoles et alimentaires. Il faut donc investir davantage dans la recherche et mieux comprendre les liens entre agriculture et nutrition.



Effets de la malnutrition au cours de la vie

Source : UNSCN

“

**Soyez audacieux !
Visez l'éradication
totale et durable
de la faim !”**

*José Graziano da Silva,
FAO*

S'intéresser aux chaînes de valeur alimentaire, où toutes les étapes de la production, de la transformation et de la distribution d'un produit ont des implications en terme de nutrition, est aussi un exercice riche d'enseignements pour les décideurs politiques.

Dans de nombreux pays ACP, le manque de spécialistes de la nutrition, surtout dans les zones rurales, est à prendre en considération. L'objectif visant à éradiquer la faim et la malnutrition ne peut être atteint faute de personnel suffisamment qualifié à tous les niveaux.

DECIDER DE PROGRESSER

Les politiques suggérées dans cette note pourraient contribuer à réduire considérablement la malnutrition dans les pays ACP. En

particulier, l'approche multisectorielle qui favorise l'augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants agricoles et permet aux communautés locales d'adopter des habitudes alimentaires saines. Les expériences menées par des pays comme le Brésil ou le Rwanda apportent des solutions. Dans les pays ACP, les décideurs politiques se sont profondément engagés dans des stratégies régionales pour améliorer la situation nutritionnelle, ce qui est encourageant.

L'affirmation d'une volonté politique forte afin d'éradiquer la faim et la malnutrition, des investissements massifs et soutenus dans la nutrition, la reconnaissance du rôle majeur des femmes, une plus grande flexibilité dans la conception de projets, l'édification d'un solide partenariat entre les gouvernements et la société civile : voilà les éléments clés du succès. ■

Pour en savoir plus

FAO/PAM. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Crises économiques – Répercussions et enseignements*, 2009

<http://tinyurl.com/y9pgbmu>

IFPRI/ CTA. *Sécurité nutritionnelle dans les pays ACP : le rôle central de l'agriculture*

Rajul Pandya-Lorch et Isolina Boto, 2011

<http://tinyurl.com/3uw623p>

IFPRI. *Relancer l'agriculture pour améliorer la nutrition et la santé : Temps forts d'une conférence internationale*, 2011

<http://tinyurl.com/3q4gehl>

IFPRI. *Le système alimentaire et ses interactions avec la santé humaine et la nutrition, Vision 2020, Note de conférence n°13* Per Pinstrup-Andersen, 2011

<http://tinyurl.com/3bf4pet>

IFPRI

Biofortification : Améliorer l'agriculture pour lutter contre la faim cachée, Vision 2020, Note de conférence n°19. Bouis Howarth, Islam Yassir, 2011

<http://tinyurl.com/3f2r8rj>

Union africaine. *Stratégie régionale africaine pour la nutrition 2005-2015*

<http://tinyurl.com/3obmvqg>

NEPAD PDDAA. *Initiative panafricaine sur la nutrition*, 2006

<http://tinyurl.com/3o25gwj>

Banque Mondiale/IFPRI

De l'agriculture à la nutrition : Sentiers, synergies et résultats, 2007

<http://tinyurl.com/3o3jumx>

